



L'une des deux usines de Swisspor, à Châtel-Saint-Denis. Le responsable des sites romands du fabricant de matériaux d'isolation se prépare à annoncer, pour la fin avril, un relèvement de ses prix catalogue. Florian Cella

Les usines suisses encaissent leur second choc énergétique en quatre ans

Conséquences de la guerre Après l'Ukraine, l'Iran: sur le marché de gros, le prix du gaz a grimpé de 50% en quinze jours. Des sites comme Swisspor sont encore hantés par la crise de 2022.

Pierre-Alexandre Sallier

C'est le retour d'un mauvais feuillet, vécu tout au long de l'année 2022 par une industrie helvétique qui y a laissé des plumes. Et qui espère se passer de la saison 2, alors que la guerre en Iran renchérit tout ce qui permet de générer la chaleur nécessaire aux laminoirs, fonderies, fourneaux et autres tours de réaction chimique.

Du gaz, mais également du mazout ou de l'électricité. Exemple avec les deux usines de fabrication de matériaux d'isolation des bâtiments et d'étanchéité pour toitures Swisspor, à l'entrée de Châtel-Saint-Denis (FR). «Pour le gaz, les commandes se font par anticipation, donc l'influence de la hausse ne se fera pas sentir avant avril», témoigne Edouard Logoz, directeur général des sites romands de Swisspor. «En revanche, pour remplir la citerne de 50'000 litres de mazout qui reste à l'une de nos usines, impossible de prévoir, il faudra se plier au prix affiché sur le marché», ajoute-t-il.

Deuxième choc du gaz en quatre ans

Pas d'éclaircie en vue, en cette fin de semaine. «Les forces armées iraniennes n'autorisent pas l'exportation d'un seul litre de pétrole de la région vers le camp ennemi et ses partenaires», a prévenu jeudi le porte-parole des Gardiens de la Révolution. Entre les craintes de voir ces derniers miner la route de 3,7 km de large empruntée par les super-tankers à la sortie du golfe Persique et celles d'un débarquement des Marines sur l'île de Kharg, principal terminal pétrolier iranien, les négociants refusent de décrocher le pétrole des 100 dollars le baril.

Deux semaines après le début de l'offensive israélo-américaine, un contrat pour une tonne de mazout ne s'obtient pas à moins 1100 dollars sur le marché londonien. Soit une fois et demie plus cher qu'il y a quinze jours.

Même chose pour le gaz, qui connaît son deuxième choc en quatre ans. «À la diffi-

rence qu'en 2022, la fermeture des gazoducs russes avait mis plusieurs mois, alors que cette fois, la sortie des cargos de gaz liquéfié du golfe Persique a été interrompue du jour au lendemain», prévient Gilles Verdan, directeur général de Gaznat.

L'impact paraît pourtant moins prononcé sur les approvisionnements en Europe: les méthaniers arrivant du Qatar et des Émirats représentent entre 3 et 5% du cocktail circulant dans les gazoducs du Vieux-Continent qui alimentent en partie la Suisse romande. Toutefois, les ruptures d'approvisionnement vers l'Asie provoquent, par ricochet, une surchère sur les cargaisons restantes. Résultat, sur le marché TTF de Rotterdam, le mégawattheure (MWh) de chaleur gazière disponible se traite autour de 50 euros, contre moins de 33 euros avant la crise. Soit 50% plus cher.

Des usines mieux préparées

«Pour les gros acheteurs industriels, tout dépend de leur stratégie d'approvisionnement – ceux disposant de moins de couvertures (ndlr: qui achètent moins de gaz deux ou trois ans à l'avance) sont les premiers touchés par l'augmentation», décrit le responsable de la société assurant l'approvisionnement gazier de la Suisse occidentale.

Les usines seraient en outre mieux préparées qu'il y a quatre ans, à en croire l'association regroupant les secteurs de la chimie ou de la pharma. «L'industrie a dû apprendre, ces dernières années, à faire face. Ces hausses des prix de l'énergie sont certes très problématiques, mais de nombreuses entreprises se sont couvertes à court terme pour les combustibles», assure Stephan Mumenthaler, directeur de Scienceindustries.

C'est également le constat d'UBS, dont les économistes mettent en avant de la plus grande «efficacité énergétique des entreprises en Europe». Ils avancent également une raison moins glorieuse. Nombre de sites ont été depuis délocalisés, notamment aux États-Unis. En Allemagne les activités les

plus gourmandes en énergie ont vu leur production plonger de 22% en cinq ans, note la banque. En France, l'Uniden, le groupement de ces industries lourdes, a prévenu cette semaine que «certaines productions sont arrêtées ou ralenties».

Forcé de relever ses tarifs

Tout dépendra de la persistance du conflit. Chez Swisspor, le responsable des sites de Châtel-Saint-Denis et Turmann (VS) se prépare à annoncer, pour la fin d'avril, un relèvement des prix catalogue de ses matériaux d'étanchéité et d'isolation. «Impossible de faire autrement, on ne peut pas compter ici sur le remboursement d'une partie de la hausse de la facture énergétique, dont nos concurrents allemands avaient bénéficié en 2022», justifie Edouard Logoz.

Également concerné par l'appréciation du diesel pour ses camions, le directeur romand de Swisspor ne cesse de s'étonner «de tarifs à la pompe qui s'ajustent dans l'heure à toute envolée des cours mondiaux», alors que les prix «montrent davantage d'inertie à rebaisser».

Plan de sauvetage étatique

À Saint-Prex, la dernière grande verrerie du pays n'a en revanche pas survécu à la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine. En présentant ses résultats annuels, le groupe Vetropak – qui a fermé il y a deux ans ce qui était son dernier site de production en Suisse – a prévenu mercredi déjà que «la volatilité accrue des prix sur les marchés de l'énergie» en lien avec les événements au Moyen-Orient «exigera une grande capacité d'adaptation».

Autre site en première ligne il y a quatre ans, l'aciérie de Gerlafingen n'a dû sa survie qu'à un plan de sauvetage étatique. Parmi les autres usines considérées comme stratégiques par le Conseil fédéral, et pouvant bénéficier d'aides transitoires similaires sur leur facture électrique, figurent Steeltec à Lucerne mais aussi Novellis et Constellium en Valais.